

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2018

ÉDITION JUIN 2019

Focus 2030

Focus 2030, association loi 1901, accompagne les acteurs de la solidarité internationale dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies d'ici 2030.

Notre objectif vise à mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces.

Focus 2030 concentre ses actions autour de 3 pôles d'activités :

- un pôle DATA qui produit et analyse des données qualitatives et quantitatives via la réalisation de sondages d'opinion sur la solidarité internationale et la publication de faits et chiffres sur les enjeux de développement
- un pôle INNOVATION qui accompagne et finance des campagnes et recherches innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement du développement
- un pôle DÉVELOPPEMENT qui réunit de manière régulière la communauté des acteurs du développement (ONG, think tanks, organisations internationales, institutions publiques) afin d'échanger et co-construire des actions communes

Focus 2030 intervient principalement en France et en Espagne.



www.focus2030.org



@_Focus2030



/focus-2030



/Focus-2030



/_focus2030



SOMMAIRE

- Le mot de la présidente et du directeur page 4
- Pourquoi soutenir les acteurs de la solidarité internationale pour la réalisation des Objectifs de développement durable ? page 6
- Gouvernance et fonctionnement de Focus 2030 page 7

Pôle DATA

- Sonder les opinions pour mieux mobiliser les citoyen·ne·s sur les enjeux de solidarité internationale page 9
- Mesurer l'engagement des Français·e·s en matière de solidarité internationale - L'analyse d'Arnaud Gaillard, sociologue, chercheur associé auprès de Focus 2030 page 11
- Analyser et décrypter les faits et chiffres du développement page 13

Pôle INNOVATION

- Pour un retour de l'Espagne parmi les grands acteurs du développement page 16
- Entretien avec Rafa Vilasanjuan, Directeur plaidoyer et développement international - ISGlobal page 20
- Pour que la société civile mette l'égalité femmes-hommes au cœur de ses actions de plaidoyer à l'occasion du G7 sous présidence française page 22

Pôle DEVELOPPEMENT

- Rencontres multi-acteurs « Enjeux et stratégies pour le développement » page 24
- Notes d'analyse sur les enjeux du développement page 26
- Agenda de la solidarité internationale page 27

L'association

- L'équipe Focus 2030 page 29
 - La communauté Focus 2030 page 30
 - Budget 2018 page 31
 - 2018 en chiffres page 32
 - Perspectives 2019 page 33
- 

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DU DIRECTEUR

Fanny Forgeau et Fabrice Ferrier

Parier sur la France et l'Espagne pour mettre les Objectifs de développement durable et l'aide publique au développement à l'agenda politique, médiatique et citoyen.

Créée en juin 2017, notre toute jeune association poursuit et développe ses actions pour soutenir les acteurs de la solidarité internationale en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Cette année aura été marquée par l'élargissement géographique de notre domaine d'intervention puisqu'après la France, c'est en Espagne que nous avons décidé de développer un nouveau programme. Après les coupes budgétaires à la suite de la crise financière de 2008, ce programme vise à susciter un réengagement de notre voisin sur la scène internationale en tant qu'acteur du développement. À l'heure où l'Espagne fait face à de nombreux enjeux domestiques - parmi lesquels un chômage de masse, une contraction des dépenses publiques et l'émergence de fractures identitaires, sans compter une réduction drastique de l'aide au développement qui s'élève aujourd'hui à seulement 0,2% du RNB - et face à l'émergence des populismes et d'une tentation du repli observées de par le monde, les Espagnol·e·s témoignent d'un véritable engouement pour la solidarité internationale. Selon l'Eurobaromètre 2018, les Espagnol·e·s sont bien plus nombreux (44%) que la moyenne des autres citoyen·ne·s européen·ne·s (29%) à souhaiter une augmentation de l'aide au développement. Par ailleurs, les Objectifs de développement durable bénéficient d'un portage politique observé dans aucun autre pays. Le Premier ministre a notamment nommé une commissaire aux ODD qui lui est directement rattachée, témoignant d'une capacité de mobilisation que pourrait jalouser la France. Enfin, les acteurs de la société civile espagnole, dont nos partenaires - l'Institut royal Elcano, Oxfam Intermón et ISGlobal - témoignent d'un dynamisme sans pareil pour sensibiliser et mobiliser citoyen·ne·s et pouvoirs publics et créer les conditions d'un retour de l'Espagne parmi les grands acteurs du développement d'ici 2020. Affaire à suivre donc...



En France, la décision prise par les plus hautes autorités de fixer un cap ambitieux à l'aide publique au développement pour atteindre 0,55% du RNB en 2022, après des années de baisse ou de stagnation, constitue sans nul doute une fenêtre d'opportunité pour impulser une dynamique non seulement nationale mais également européenne voire internationale pour orienter l'aide au développement en faveur de la réalisation des ODD. À l'heure où les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni, et de l'Italie semblent pour le moins questionner les cadres régionaux et multilatéraux, la France, en assurant la présidence du G7 en 2019, devra montrer la voie. Il lui importera de mettre à l'agenda les réponses nécessaires pour répondre aux défis sociaux et climatiques qui interrogent de plus en plus nos concitoyen·ne·s.

C'est ce dont nos études témoignent. Selon les sondages issus du projet de recherche international Aid Attitudes Tracker auquel Focus 2030 participe, les Français·e·s s'interrogent sur le monde qui les entoure et se déclarent prêt·e·s à agir qu'il s'agisse de participer à des marches, faire des dons à des ONG, signer des pétitions. Français·e·s sont d'ailleurs de plus en plus nombreux·ses à souhaiter que la France augmente son soutien financier aux pays les plus marginalisés. Ces résultats, partagés avec un nombre grandissant d'acteurs de la solidarité internationale, offrent à notre communauté une meilleure compréhension de leurs publics pour leurs actions de sensibilisation, de communication, de mobilisation et de plaidoyer.

INTRODUCTION

Enfin, cette année Focus 2030 a lancé son Fonds de Réaction Rapide pour financer des recherches et campagnes innovantes pour accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable. Notre fonds se distingue par sa capacité à décaisser en seulement quelques semaines ses subventions, permettant aux acteurs de la société civile de développer des projets en réaction à l'actualité. Pour cette première année, nous avons choisi de soutenir Coordination SUD. La coordination nationale des ONG françaises a souhaité saisir l'occasion du G7 sous présidence française pour valoriser le positionnement de ses membres en vue de l'adoption de politiques publiques concourant à l'émancipation des femmes et à réduire les inégalités de genre.

Fidèle à son mandat, Focus 2030 continue d'appuyer les acteurs mobilisés sur l'agenda 2030, en tentant de saisir les opportunités politiques et médiatiques les plus à même de faire avancer le rôle de la France et désormais de l'Espagne pour transformer les promesses des Objectifs de développement durable en réalisations concrètes. Un effort à poursuivre sans relâche tant nous sommes loin du compte. D'ici quelques mois, les 24 et 25 septembre 2019, les chefs d'États et de gouvernements se réuniront au siège des Nations unies, pour un Sommet consacré aux ODD en vue d'évaluer les progrès réalisés et d'identifier les mesures à mettre en œuvre. Restons mobilisé-e-s !

POURQUOI SE MOBILISER ET SOUTENIR LES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN VUE DE LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES ?



L'agenda 2030, adopté officiellement le 25 septembre 2015 par les 193 États membres des Nations Unies et entré en vigueur le 1er janvier 2016, constitue une feuille de route unique en son genre organisée autour de 17 Objectifs de développement durable visant à se donner les moyens nécessaires pour vivre dans un monde plus égalitaire, plus juste et plus durable.

Pour autant, sans impulsion politique et citoyenne, et compte-tenu des tentations du repli observées ici et là, le danger est grand que ces promesses demeurent lettre morte.

Afin que cet agenda particulièrement progressiste au regard des derniers développements que connaît le monde devienne réalité, il importe que les Objectifs de développement durable soient promus, débattus, défendus, intégrés dans les politiques publiques et les activités du secteur privé, et pris en compte dans les actions tant de terrain que de contrôle citoyen exercées par les ONG.

Chaque année, mois, jour, heure, seconde qui passent faisant fi de cet agenda est un affront quotidien contre les individus, les droits humains, le sort de la planète.

INTRODUCTION

Les Objectifs de développement durable ce sont :

1. 17 injustices à combattre

Les ODD permettent d'impulser une volonté politique et des moyens notamment financiers pour lutter contre les plus grands défis de la planète, qu'il s'agisse de la lutte contre la pauvreté et les inégalités (de genre, d'accès à la santé, à l'alimentation, à l'énergie, à l'eau et à l'éducation), de la lutte pour la préservation des océans, des forêts, et du climat, ou de la lutte pour la dignité et la sécurité des êtres humains.

2. Une méthode

Chaque année, les progrès réalisés à l'échelle nationale, régionale, mondiale sont mesurés à travers une série de 232 indicateurs évaluant l'évolution de 169 cibles ou sous-objectifs permettant de jauger la direction que prend le monde et chacun des pays.

3. Une date butoir : 2030

En adoptant une date limite pour la réalisation des 17 objectifs auxquels ont souscrit tous les gouvernements du monde, c'est une véritable course contre la montre qui a été initiée, suscitant un élan positif pour mener les réformes nécessaires dans les temps.

4. Des gouvernements responsabilisés

Chaque année, les gouvernements doivent rendre des comptes à l'ONU sur les mesures adoptées pour atteindre les ODD non seulement dans leurs pays mais également pour le reste du monde. Bien que non contraignants, les ODD constituent une opportunité unique pour les organisations de la société civile, le monde académique et les médias d'exercer leur rôle de contre-pouvoir pour inciter ou critiquer les mesures prises au regard des objectifs à atteindre.

5. La fin d'une approche en silo : social, économie, climat, tout est lié

Les ODD permettent de regarder et résoudre les

grands défis contemporains avec un œil nouveau. En mettant en avant le caractère interconnecté de chacun des Objectifs de développement durable, le monde prend conscience qu'aucun objectif ne peut être pris individuellement. La réalisation d'un objectif ne sera possible que si des progrès conséquents sont réalisés sur les autres objectifs, et avec le concours du gouvernement et ses administrations, de la communauté scientifique, du secteur privé, de la société civile et des citoyen-ne-s.

6. Une prise de conscience inédite de nos interdépendances

Jamais le monde n'a été aussi interconnecté tant en matière d'échanges économiques, culturels, informationnels, touristiques, scientifiques, technologiques, politiques. Pourtant la définition des politiques publiques et leur mise en débat demeurent paradoxalement circonscrite à l'échelle nationale. Les ODD offrent une grille de lecture inédite pour comprendre que nous sommes tous affecté-e-s par les mêmes défis que l'on pense aux inégalités croissantes entre et au sein des pays ou aux changements climatiques. Les ODD nous rappellent que des solutions ont été clairement identifiées, nous permettent de mieux comprendre le monde qui nous entoure et nous invitent à demander des comptes à nos gouvernements.

7. Une opportunité unique pour gagner des batailles

Les ODD ont pour mission ultime de ne laisser personne pour compte en prenant soin de cibler les populations les plus fragiles, marginalisées, voire invisibles dans les données officielles. Cet engagement international offre aux sans-voix la possibilité d'être enfin entendu et pris en considération. À ce titre, les ODD offrent l'opportunité aux citoyen-ne-s engagés et aux organisations de la société civile de mener campagne pour une réforme en profondeur des politiques publiques afin qu'elles contribuent au respect de la dignité des personnes, à une plus grande solidarité internationale et à la protection de la planète.

GOVERNANCE ET FONCTIONNEMENT DE FOCUS 2030

Focus 2030 est une association loi 1901. Son Conseil d'administration décide de manière autonome des orientations stratégiques de l'organisation et rend compte auprès de l'Assemblée générale qui se réunit annuellement. Il décide seul et en toute indépendance de l'allocation des ressources allouées via le Fonds de Réaction Rapide aux organisations partenaires.

L'équipe de Focus 2030 met en œuvre les orientations

du Conseil d'administration auprès duquel il rend compte.

Focus 2030 s'engage à respecter les principes éthiques ci-dessous dans la réalisation de sa mission sociale et dans sa démarche partenariale.

Retrouvez les statuts de l'association sur : www.focus2030.org.

RIGUEUR



Nous avons toujours à cœur la qualité et la justesse de nos données, nous nous engageons à respecter une démarche rigoureuse et scientifique dans nos études et analyses. Nous combattons la manipulation de l'information et tout particulièrement l'instrumentalisation politique des populations les plus fragiles.

IMPACT



Face à l'urgence, toute action est vaine si elle ne génère pas un impact significatif. La mesure de l'impact est au cœur de nos programmes. Nos actions sont orientées sur les résultats à partir d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs et dictées par la recherche de l'efficacité.

INNOVATION



Si nous célébrons les victoires, nous continuerons aussi d'essayer des revers sur lesquels nous entendons capitaliser et persévérer pour atteindre nos objectifs. L'innovation sous toute ses formes est au cœur de notre action.

INDÉPENDANCE



Seule l'urgence des grands défis mondiaux peut influencer la trajectoire de nos actions. Nous nous engageons à promouvoir l'intérêt général et à préserver notre indépendance vis-à-vis des partis politiques, des institutions publiques et des intérêts privés.

PARTAGE



Nous n'avons plus le temps de perdre du temps, l'heure n'est plus à la propriété mais au partage. L'intégralité de ce que nous produisons est sous licence Creative Commons.

RESPECT DU DROIT D'INITIATIVE DE NOS PARTENAIRES



Nous sommes tous indépendants et responsables des décisions prises par nos propres instances. Nous favorisons l'échange et l'action commune et demeurons respectueux du droit d'initiative de chacun. Nous valorisons la vision, l'expertise et le savoir-faire de nos partenaires.

PARTENARIATS



Il n'y aura pas de changement d'échelle sans coopération entre parties prenantes. Face aux défis mondiaux à relever, nous avons la responsabilité de dépasser nos individualités et de donner le meilleur de nous-mêmes pour renforcer l'action collective.



PÔLE DATA

Focus 2030 produit et analyse des données pour répondre aux besoins spécifiques des acteurs du développement : sondages d'opinion, faits et chiffres sur le développement, infographies. Ces données sont essentielles pour définir et piloter des stratégies de communication, de mobilisation et de plaidoyer à fort impact. Tout au long de l'année, Focus 2030 organise des rencontres-ateliers pour restituer ses travaux, l'occasion d'une analyse partagée pour nourrir la communauté des acteurs de la solidarité internationale et mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen, les Objectifs de développement durable.

DATA



SONDER LES OPINIONS POUR MIEUX MOBILISER LES CITOYEN-NE-S SUR LES ENJEUX DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Des données essentielles pour mieux piloter ses campagnes de communication, mobilisation et plaidoyer

Le programme Aid Attitudes Tracker

Initié en 2017, Focus 2030 a poursuivi cette année ses travaux dans le cadre du programme de recherche international, AAT (Aid Attitudes Tracker). À travers une enquête menée en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et aux États-Unis, depuis 2013, nous analysons les opinions, les comportements et les niveaux d'engagement des citoyen-ne-s sur les enjeux de développement et de solidarité internationale.

Les sondages d'opinion, au cœur de ce programme, sont réalisés en ligne tous les six mois par l'institut YouGov et reposent sur un éventail d'environ 150 questions posées auprès d'un échantillon de plus de 6 000 personnes représentatives de la population française (mais également britannique, allemande et états-unienne).

Les données sont analysées par une équipe de chercheur-e-s de UCL (University College of London), de Birmingham University ainsi que par Focus 2030 pour la partie française.

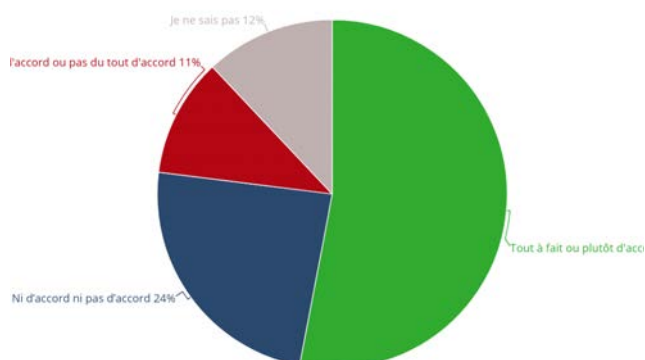
français de mettre cet enjeu à l'agenda officiel du prochain G7 sous présidence française qui se tiendra en 2019.

À la demande de nos partenaires qui comptent saisir ces opportunités pour faire avancer la cause, notre étude interroge des valeurs (l'égalité, la justice), des principes fondamentaux (la non-discrimination des femmes), et les priorités des Français-e-s en matière de combats prioritaires à mener pour faire avancer la cause des femmes dans le monde. On retiendra parmi la trentaine de questions traitées dans ce Baromètre de la solidarité internationale un soutien tout particulier au rôle que pourrait jouer la France en la matière. Ainsi, à la question « Promouvoir les droits des femmes dans les pays pauvres devrait être une des priorités de l'aide internationale de la France », 53% des Français-e-s répondent par l'affirmative, sans que le genre ni l'orientation politique des répondant-e-s n'aient d'influence majeure sur leurs opinions. Ce soutien est d'ailleurs corroboré par la pertinence du combat contre les inégalités entre les sexes à travers le monde, considéré comme juste par 76% des participant-e-s à notre panel et considéré comme un investissement pertinent par 67%.

Publication du 3ème Baromètre de la solidarité internationale : « Questions de genre, perception des Français-e-s sur l'égalité entre les sexes en France et dans les pays en développement »

À l'heure où la question du droit des femmes dans la société s'est inscrite à l'agenda politique et médiatique avec l'affaire Weinstein et l'émergence d'un mouvement social inédit, #MeToo, Focus 2030 a décidé de faire le point sur les perceptions des Français-e-s sur l'égalité entre les sexes en France et dans les pays en développement. Cette analyse fait écho à la priorité affichée d'Emmanuel Macron de faire de l'émancipation des femmes une des priorités de son quinquennat et la décision du gouvernement

« Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la phrase suivante : promouvoir les droits des femmes dans les pays les plus pauvres devrait être une des priorités de l'aide internationale de la France ? »



Baromètre de la solidarité internationale n°3 : <https://focus2030.org/Barometre-de-la-Solidarite-Internationale-no3>

Formations sur mesure pour nos partenaires

Fort du succès des premières formations personnalisées et rencontres individuelles sur les résultats du programme Aid Attitudes Tracker initiées en 2017, Focus 2030 a multiplié en 2018 ce format pour accompagner ses partenaires au plus près de leurs besoins dans la réalisation de leurs campagnes de communication, mobilisation et plaidoyer. Médecins du Monde, Action contre la Faim, Solidarité Sida, ONE, le ministère des Affaires étrangères, l'Agence française de développement, Coordination SUD et Oxfam ont ainsi pu bénéficier d'éclairages spécifiques.

C'est dans ce cadre que nous avons produit une série de baromètres thématiques sur les grands enjeux propres aux acteurs du développement avec qui nous échangeons :

- Baromètre « spécial Genre » pour Coordination SUD, en février 2018.
- « Les Français·e·s et l'aide publique au développement » pour Solidarité Sida, en avril 2018.

- « Opinion et attentes des Français·e·s sur les phénomènes migratoires » pour Médecins du Monde, en avril 2018.
- « Opinion des Français·e·s : aide publique au développement, sida, Sahel, G7, et phénomènes migratoires » pour ONE, en septembre 2018.
- « La solidarité à l'égard des populations les plus pauvres, pratiques et ressentis exprimés par les Français·e·s », en novembre 2018.

Déjà 3 Baromètres de la solidarité internationale

Focus 2030 produit depuis 2017 le Baromètre de la solidarité internationale, publication diffusée auprès de 200 responsables de communication, mobilisation et plaidoyer des acteurs de la solidarité internationale pour nourrir leurs stratégies de campagne et saisir l'évolution des opinions, perceptions, stéréotypes, comportements des Français·e·s sur les grands enjeux auxquels l'Humanité fait face.



MESURER L'ENGAGEMENT DES FRANÇAIS·E·S EN MATIÈRE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Arnaud Gaillard, sociologue, chercheur associé auprès de Focus 2030

Focus 2030 scrute avec attention l'évolution des comportements, attitudes et connaissances de nos concitoyen·ne·s sur les enjeux de développement dans le cadre de sondages d'opinion réalisés avec UCL (University College of London) et Birmingham University (Aid Attitudes Tracker).

L'engagement des Français·e·s en matière de solidarité internationale peut s'évaluer en agrégeant un certain nombre de comportements que nous avons mesurés. Dans le projet Aid Attitudes Tracker, les Français·e·s sont interrogé·e·s, tous les six mois, sur l'occurrence et/ou la fréquence de leurs actions en faveur de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Par exemple : Don à une ONG, collecte de dons menées individuellement, bénévolat à l'étranger, achats de produits issus du commerce équitable, interpellation d'un décideur politique via une pétition en ligne ou un autre moyen, participation à une manifestation, etc.

L'agrégation statistique de ces comportements en fonction de leur fréquence, a permis de définir cinq catégories d'engagement des Français·e·s en matière de solidarité internationale :

- Totalement désengagé·e
- Peu engagé·e
- Informé·e
- Moyennement engagé·e
- Très engagé·e

C'est à partir de cette «index» que sont analysées un certain nombre d'opinions, dans le but de mesurer l'importance de l'engagement, si modeste soit-il, dans la fabrication des opinions ou dans le niveau de connaissances en matière de solidarité internationale.

Les bénéfices flagrants de l'engagement

De façon manifeste, il apparaît que tout type

d'engagement, si faible et si exceptionnel soit-il, modifie substantiellement les opinions (mais aussi les connaissances)

des Français·e·s en faveur d'un soutien accru au développement des pays les plus pauvres. Autrement dit, faire s'engager les Français·e·s, ne serait-ce qu'en leur faisant signer une pétition, c'est déjà faire un grand pas dans leur processus de sensibilisation à l'égard des enjeux de développement. Tout acte d'engagement modifie drastiquement les opinions autour des questions de développement entendues au sens large. Causalité ou corrélation, on peut ainsi observer très clairement l'influence de l'engagement sur l'opinion des Français·e·s en faveur d'une augmentation de l'aide publique au développement (APD) : plus une personne est engagée, plus elle y est favorable.

Le don en tant qu'expression d'une générosité individuelle

Un tiers des Français·e·s estiment que donner de l'argent est une démarche pertinente pour aider les populations les plus pauvres dans le monde. Un tiers des Français·e·s estiment cette demande comme inappropriée.

Un tiers des Français·e·s s'avèrent être plutôt indifférents à ce comportement.

La générosité ou la pertinence de la générosité à l'égard des populations les plus pauvres dans le monde, est l'apanage de la jeunesse. 40% des Français·e·s de moins de 35 ans voient dans le fait de donner de l'argent un bon moyen d'aider les personnes qui en ont besoin, contre seulement 24% des Français·e·s de plus de 50 ans.

S'engager c'est aussi s'informer

Quel que soit le support médiatique retenu, 67% des Français·e·s déclarent avoir lu, regardé ou écouté



des informations relatives à la pauvreté dans le monde.

S'informer sur ces sujets relève d'un véritable choix en écho aux sensibilités individuelles vis à vis de la solidarité internationale, d'ordinaire plus identifiées à « gauche » qu'à « droite ».

Faire entendre sa voix, signer des pétitions, exprimer son opinion

35% des Français·e-s ont déjà signé une pétition, fait connaître leur opinion personnelle, ou manifesté toute autre forme d'expression citoyenne dans le but de lutter contre la pauvreté dans les pays en développement.

On peut y voir le succès des réseaux sociaux notamment chez les jeunes de moins de 25 ans. On peut aussi constater qu'il ne s'agit pas simplement des bénéfices liés à « la facilité du clic » mais aussi d'une véritable sensibilisation qui touche les populations que l'on sait plutôt acquises à la lutte contre la pauvreté dans le monde (les sympathisant·e-s de gauche).

Agir par soi-même : le bénévolat

À l'échelle nationale, presque 20% des Français·e-s déclarent s'être déjà engagé·e-s bénévolement en France dans des actions à destination des pays en développement.

26% des Français·e-s de moins de 24 ans déclarent avoir déjà été bénévoles « en France » pour soutenir des projets liés au développement des pays les plus pauvres contre seulement 16% des Français·e-s de plus de 50 ans.

Éradiquer la faim et réduire les inégalités et la pauvreté dans le monde : ce que les Français·e-s sont prêt·e-s à faire pour s'engager

45% des Français·e-s seraient capables d'orienter leur vote en direction de candidats qui prennent en considération ces enjeux.

41% des Français·e-s se déclarent prêt·e-s à prendre part à une mobilisation citoyenne, en signant des pétitions.

37% des Français·e-s semblent prêt·e-s à modifier leurs propres comportements de consommateur·trice-s en boycottant des entreprises.

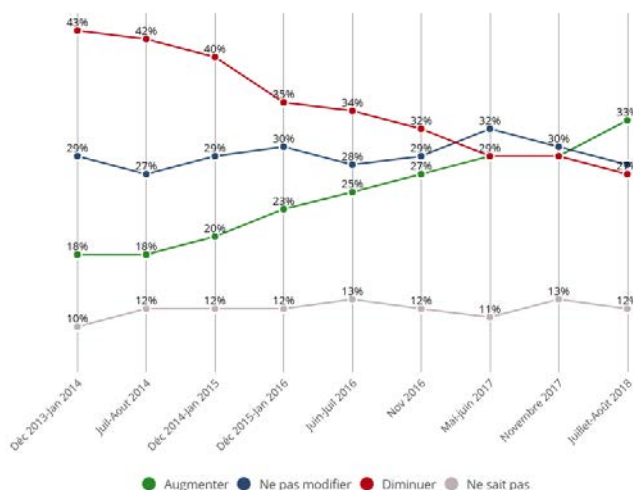
Un facteur d'optimisme

Depuis les premiers sondages réalisés en 2013 dans le cadre du projet Aid Attitudes Tracker (AAT), on observe que les opinions des Français·e-s favorables à une augmentation de l'aide publique au développement (APD) allouée par la France à destination des pays les plus pauvres, est en constante augmentation. Ce soutien est passé de 18% en 2013 à 33% en 2018 témoignant peut-être d'une compréhension grandissante de nos interdépendances grâce interventions dans le débat public sur l'impact des changements climatiques, des flux migratoires et des conflits dans le quotidien de nos concitoyen·ne-s.

33

Sur les 2000 milliards d'euros de son Produit Intérieur Brut (PIB) total, le Gouvernement français consacre actuellement 0,38 % (soit 9 milliards d'euros) à l'aide internationale pour les pays en voie de développement. Pensez-vous que le Gouvernement devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en voie de développement ?

Opinion des français entre 2013 et 2018



Source : Aid Attitudes Tracker / Focus 2030 - à retrouver sur ce lien : <https://focus2030.org/Les-francais-de-plus-en-plus-nombreux-en-faveur-d-une-augmentation-de-l-aide>

ANALYSER ET DÉCRYPTER LES FAITS ET CHIFFRES DU DÉVELOPPEMENT

pour créer les conditions d'un débat éclairé sur les grands enjeux du développement

Quelles trajectoires possibles pour atteindre le 0,55 % ?

Focus 2030 poursuit ses travaux, entamés en 2017, sur les différentes trajectoires compatibles pour que l'aide publique au développement de la France atteigne les 0,55% promis par le Président Emmanuel Macron (nous sommes encore loin de l'engagement des 0,7% pris par la France en 1970). En 2017, la France y a consacré 0,43% du revenu national brut contre 0,38% en 2016. Nos analyses montrent qu'une augmentation immédiate et à une échelle beaucoup plus importante que prévue est nécessaire pour que la France soit à la hauteur de ses déclarations.

Éclairage sur l'aide publique au développement en santé au Sahel

Focus 2030 poursuit également ses recherches pour analyser l'aide publique au développement dédiée à la santé des pays du Sahel. Malgré toutes les difficultés auxquelles cette région doit faire face, nous constatons que ces pays reçoivent proportionnellement moins d'aide publique au développement que le reste de l'Afrique sub-saharienne.

Ce que l'aide au développement des pays du G7 nous dit

En amont de la présidence du G7 par la France à compter du 1er janvier 2019, il nous a semblé utile de disposer de données susceptibles de nourrir un débat éclairé sur le rôle et l'impact qu'ont les pays du G7 sur la bonne marche du monde. Le sommet annuel réunira en effet les chefs d'États des 7 pays membres du G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) à Biarritz du 24 au 26 août 2019.

Par le passé, le G7, qui concentre 45% des richesses mondiales et 76% de l'aide au développement à destination des pays pauvres a su prendre des

initiatives importantes en matière de développement (création du GIEC en 1988, Sommet de Gleneagles en 2015, initiative de Muskoka en 2010). C'est la raison pour laquelle de nombreuses organisations de la société civile suivent avec attention ces négociations dont l'issue peut être bénéfique ou a contrario désastreuse pour les populations les plus marginalisées et pour l'atteinte des Objectifs de développement durable d'ici 2030.

C'est dans ce contexte que Focus 2030 a produit en 2018 de nombreuses infographies, faits et chiffres mis librement à disposition du secteur du développement dans son ensemble.

Nous nous sommes tout particulièrement penchés sur les données détaillées fournies par l'OCDE pour mieux rendre compte des montants alloués par chacun des pays du G7, ce, secteur par secteur : soutien à l'agriculture, soutien à l'éducation primaire et secondaire, santé (Fonds mondial, Gavi, lutte contre la polio, etc.), lutte contre la sous-nutrition, soutien au planning familial, et soutien à l'égalité femmes-hommes et aide destinée aux organisations de défense des droits des femmes.

Ces données ont pour fonction de mettre en débat un G7 visant à réduire les inégalités de genre, d'accès à l'éducation et à la santé, autant de sujets portés officiellement par la France. Affaire à suivre...



DATA

Quel portage politique des Objectifs de développement durable en France et en Espagne ?

Trois ans après l'adoption de l'Agenda 2030 et ses 17 objectifs à réaliser d'ici 2030, quel portage politique observons-nous en France et en Espagne ?

Afin d'identifier les bons élèves et en partant du principe que la prise en compte des Objectifs de développement durable (ODD) dans la définition des politiques publiques se reflète nécessairement dans les éléments de langage, discours et communiqués, Focus 2030 s'est intéressé au nombre de mentions du terme Objectifs de développement durable sur les pages web des différents ministères français et des institutions espagnoles.

En France, force est de constater un manque d'appropriation politique et un traitement pour le moins inégal, avec une quasi-absence de mise à l'agenda des ODD au sommet de l'État (Élysée, Matignon) tandis que les ministères des Affaires étrangères, de la Transition écologique et solidaire et de l'Économie ne manquent pas d'y faire référence. On ne s'étonnera dès lors guère, que selon nos sondages, seuls 9% des Français-e-s déclarent « déjà avoir entendu parler ou lu à propos des Objectifs de développement durable ».

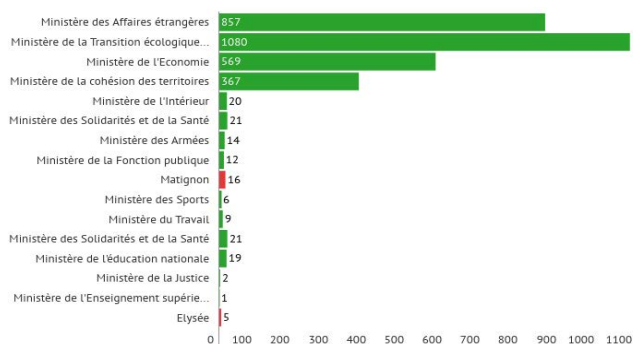
Cette étude a été largement diffusée auprès des

ministères français, dans l'espoir de susciter une compétition vertueuse et réhausser le niveau d'engagement. À cette fin, Focus 2030 assurera un suivi régulier de ces indicateurs.

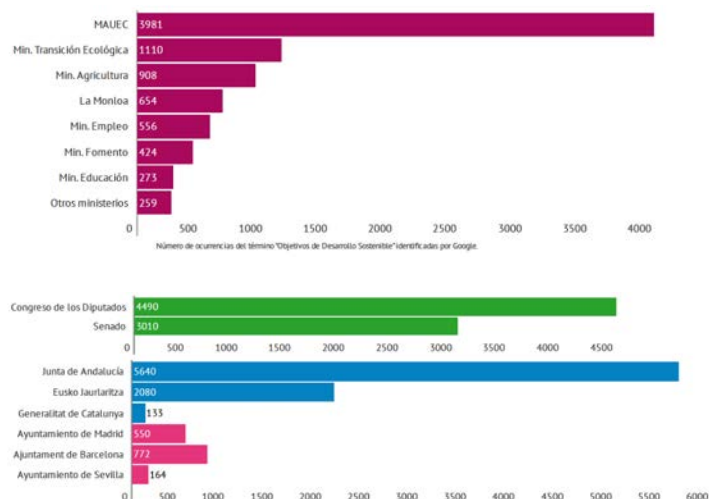
En Espagne, on constate un niveau d'engagement sur les ODD bien plus conséquent qu'en France. Il ressort à ce stade qu'un engagement par le haut permet de mobiliser toutes les institutions. Tout se passe comme si le gouvernement du Premier ministre Pedro Sánchez, qui a positionné l'Agenda 2030 parmi les priorités de sa politique étrangère et domestique, était parvenue à faire rayonner les ODD à chaque étage de l'administration. Avec la nomination de la Haute commissaire à l'Agenda 2030, Cristina Gallach, et avec le lancement du plan d'actions pour le développement durable présenté à New York en juillet 2018, l'Espagne a démontré sa volonté de contribuer de façon significative à l'atteinte des ODD. Traduction de cette volonté politique, le nombre d'occurrences relatives aux ODD dans les sites web des institutions est proportionnellement bien plus important en Espagne qu'en France.

Afin de valoriser cette mise à l'agenda politique réussie des ODD par l'Espagne, Focus 2030 entend à l'avenir réaliser une étude plus approfondie pour capitaliser sur ce succès et diffuser largement ces bonnes pratiques en vue d'une potentielle réplique, notamment en France.

France : un portage politique limité de Objectifs de développement durable de la part du gouvernement



Espagne : une véritable appropriation des Objectifs de développement durable de la part du gouvernement



INNOVATION



PÔLE INNOVATION

Focus 2030 a pour mission de soutenir les acteurs de la solidarité internationale en capacité de favoriser la mise en place de politiques publiques ambitieuses pour une augmentation de la qualité et du volume de l'aide publique au développement et concourir à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). À ce titre, Focus 2030 alloue un budget issu de ses propres ressources pour soutenir les projets les plus prometteurs des acteurs de la solidarité en France afin de susciter l'innovation en matière de campagnes, de recherches et d'études pour une meilleure appropriation des ODD par les citoyen-ne-s, les médias et les décideurs. Parallèlement, Focus 2030 identifie les pratiques les plus innovantes dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer afin de les valoriser auprès de sa communauté.

POUR UN RETOUR DE L'ESPAGNE PARMIS LES GRANDS ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT



Focus 2030 soutient et accompagne le Real Instituto Elcano, ISGlobal et Oxfam Intermón pour que l'Espagne reprenne sa place historique à la table des pays donateurs.

Contexte : une diminution de l'aide publique au développement de l'Espagne

Si l'Espagne a enthousiasmé le monde entier par son engagement remarquable en faveur de la coopération internationale au cours de la première décennie des années 2000, l'aide publique au développement (APD) espagnole passant de 2 milliards de dollars en 2000 à 5,5 milliards de dollars en 2008 avec un investissement important sur l'aide multilatérale en santé, la crise financière de 2008 a conduit à des réductions drastiques de l'aide espagnole et à l'abandon progressif des contributions volontaires aux organisations multilatérales de développement. À partir de 2015, la trajectoire décroissante de l'APD espagnole commence à s'inverser, mais on doit cette augmentation notamment à des allègements de dette concédés en 2016. Malgré la reprise économique et le consensus parlementaire sur la nécessité d'augmenter l'aide, elle n'a toujours pas retrouvé son niveau de 2008, son montant s'élevant en 2017 à 2,6 milliards de dollars soit seulement 0,19% de son revenu national brut (RNB).

L'APD espagnole reste bien en deçà de la moyenne de l'ensemble des pays donateurs et l'Espagne n'a pas encore renouvelé le financement d'instruments tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, manquant inexorablement à l'appel quand les besoins de soutien international se font sentir. Pourtant, l'appropriation de l'Agenda 2030 par les institutions espagnoles, la volonté politique renouvelée - du moins dans les discours - d'atteindre l'objectif de 0,4% du RNB dédiée à l'APD, ainsi que le rôle que le gouvernement espagnol entend prendre dans les instances européennes pourraient toutefois inverser cette tendance et faire de l'Espagne un acteur clé du développement international.

Les objectifs du programme de Focus 2030 en Espagne

Afin de soutenir le retour de l'Espagne en matière de solidarité internationale et en tant que pourvoyeur d'aide publique au développement, Focus 2030 a lancé, début 2018, un programme ambitieux pour accompagner trois projets complémentaires portés par trois acteurs clés du développement : el Instituto de Salud Global Barcelona (centre de recherche œuvrant dans le domaine de la santé mondiale), Oxfam Intermón (ONG de développement membre du réseau Oxfam international), et le Real Instituto Elcano (think tank généraliste disposant d'un département de recherche reconnu sur les enjeux Nord/Sud).

Ce programme repose sur la coordination assumée par notre consultant, Ernest Aibar, des actions de recherche, communication, mobilisation et plaidoyer menées par nos trois partenaires, définies conjointement en vue de réaliser trois objectifs spécifiques dès 2018 :

1. Créer les conditions nécessaires pour que l'Espagne tienne ses engagements internationaux en matière de financement du développement

Oxfam Intermón mènera des actions de communication, de sensibilisation et de plaidoyer auprès des citoyen-ne-s, des médias et des décideurs. Parmi ces actions, la construction d'alliances avec les organisations de la société civile constituera une priorité pour mettre en débat la nécessité d'une aide publique au développement ambitieuse en mesure de répondre aux défis que constituent la réalisation des Objectifs de développement durable.

2. Renforcer la présence et le financement de l'Espagne auprès des grands fonds multilatéraux en santé

ISGlobal mènera des actions de sensibilisation et de plaidoyer pour souligner l'importance pour l'Espagne de contribuer de nouveau aux organisations multilatérales de santé (telles que le Fonds mondial ou Gavi) de manière durable et substantielle, et afin que l'Espagne assume un plus grand leadership dans les politiques relatives à la santé mondiale.

3. Développer et construire de nouveaux «narratifs» sur la nécessité de politiques de développement ambitieuses

L'Institut Elcano mènera une étude scientifique pour travailler sur les liens entre la coopération espagnole et la capacité d'influence de l'Espagne sur la scène internationale. À cette fin, Elcano réalisera des interviews et séminaires pour animer un débat entre universitaires, membres du gouvernement, décideurs et leaders d'opinion afin d'établir de nouveaux récits pour la coopération espagnole.

Ensemble, ces trois projets visent à promouvoir une politique d'aide au développement plus ambitieuse, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, à renforcer les débats et l'appropriation autour de la coopération espagnole, et à valoriser la présence de l'Espagne sur la scène internationale.

Les activités phares du programme en 2018

Au cours de la première année du programme, nos partenaires ont mené de nombreuses activités de communication, sensibilisation et plaidoyer. On retiendra tout particulièrement les faits suivants :

- ISGlobal a diffusé une série de **lettres d'informations et infographies sur les défis de la santé mondiale** pour informer les décideurs sur l'importance d'augmenter les efforts de financement.
- Oxfam Intermón a régulièrement organisé des **réunions avec les principaux relais d'opinion pour promouvoir l'importance de la coopération internationale** et souligner la nécessité de tenir les engagements internationaux de l'Espagne en faveur de l'aide publique au développement afin d'accélérer la réalisation des

Objectifs de développement durable.

- L'Institut Elcano a organisé jusqu'à cinq **sessions du Groupe de travail sur l'Agenda 2030** qui réunit des membres du gouvernement, des représentants politiques et des expert·e·s pour débattre des questions clés de la politique de coopération internationale et discuter de la construction de nouveaux angles d'approche.
- L'Institut Elcano a publié des **notes d'analyse sur les nouveaux discours et « narratifs » sur les enjeux de développement et de solidarité internationale** à travers le monde en vue de renouveler la raison d'être de la coopération espagnole.



INNOVATION

- ISGlobal a organisé un **voyage au Mozambique avec des membres du Congrès des députés** pour visiter les installations du Centre international de santé de Manhica et montrer l'impact de l'aide espagnole en matière de santé mondiale.
- Oxfam Intermón a organisé une **conférence sur les Objectifs de développement durable au Congrès des députés avec l'UNICEF et le WWF**. Plus de 240 personnes et 44 organisations de la société civile ont participé à cet événement dans le but de positionner l'Agenda 2030 du développement durable parmi les principaux défis politiques à relever.
- Oxfam Intermón a publié le **rapport « Realidad de la Ayuda 2018 »** qui analyse l'évolution de l'aide publique au développement espagnole au cours des dernières années et identifie les principales tendances budgétaires de cette politique publique.
- ISGlobal a fourni un **appui stratégique et opérationnel à une délégation du Fonds mondial** de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme qui s'est rendue en Espagne pour rencontrer des membres du gouvernement, des parlementaires et des organisations de la société civile.
- L'Institut Elcano a organisé **le séminaire «Aid Power»**, à Madrid, pour débattre des liens entre politiques de coopération internationale et influence dans les relations internationales, une rencontre à laquelle ont participé des membres du gouvernement, des représentants de la société civile et des universitaires.



Résultats de la première année

L'action coordonnée de nos partenaires a permis de créer un réseau influent de personnes et d'institutions qui plaident fortement en faveur de la relance de la politique internationale de développement espagnole et pour un retour de l'Espagne auprès des grandes organisations multilatérales. En 2018, ISGlobal, Oxfam Intermón et Elcano ont réalisé plus de 500 entretiens avec des membres du gouvernement, des parlementaires de toutes les couleurs politiques et de nombreux représentants de la société civile. En un an seulement, ils ont tenu plus de cinquante réunions avec des fonctionnaires de la Moncloa (siège du gouvernement espagnol) et du ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de

la coopération (MAEUEC).

Début 2018, le MAEUEC a approuvé le Plan directeur de la coopération espagnole 2018-2021. Un document salué par nos partenaires dans la mesure où il comprenait certaines de leurs recommandations, telles que l'importance de renforcer l'approche genre dans la politique de développement, d'élaborer une stratégie d'action multilatérale, ou de soutenir le financement des agences sanitaires internationales qui assurent l'accès universel aux médicaments essentiels contre les maladies liées à la pauvreté.

En mars 2018, le Congrès des députés a réaffirmé la nécessité d'augmenter l'aide publique au développement (APD) espagnole à 0,4% du RNB d'ici 2020. De même, tout au long de l'année

2018, différents porte-paroles de la Commission de coopération internationale du Congrès des députés ont plaidé pour que l'Espagne reprenne le financement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Avec l'arrivée au pouvoir du Président Pedro Sánchez en juin 2018 et le changement de gouvernement qui a suivi, nos partenaires ont intensifié les échanges avec les nouvelles équipes de la Moncloa et du MAEUEC. Une des premières décisions de Pedro Sánchez en tant que président du gouvernement, début juillet 2018, a été la création du Haut Commissaire pour l'Agenda 2030 à la Moncloa. Ce bureau, dirigé par Cristina Gallach, vise à coordonner les efforts de tous les services gouvernementaux afin d'accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable.

En juillet 2018, Oxfam et ISGlobal ont accompagné la délégation espagnole au Forum de haut niveau sur les Objectifs de développement durable qui s'est tenu à New York. Dans le cadre de ce voyage, le ministre des Affaires étrangères Josep Borrell a rappelé, lors d'une réunion avec nos partenaires et des représentants de la société civile, l'engagement du gouvernement d'augmenter son APD à 0,4% du

RNB.

En septembre 2018, le Premier ministre a participé à l'Assemblée générale des Nations unies où il a confirmé l'engagement de l'Espagne en faveur du multilatéralisme, de l'Agenda 2030 et de l'égalité des sexes dans le monde. Un groupe important de membres de la nouvelle administration, de représentants de partis politiques et d'universitaires du monde du développement de différents pays se sont réunis au siège de l'Institut Elcano en octobre 2018 pour discuter des liens entre la politique de développement et le rayonnement politique international.

Quelques mois plus tard, le gouvernement espagnol a approuvé le projet de loi de finances pour 2019, envisageant une augmentation de 13% de l'aide espagnole par rapport à l'année précédente.

Focus 2030 poursuivra l'exercice de coordination de ce programme en 2019 en lien avec nos partenaires qui se sont fixés deux objectifs : sensibiliser le plus grand nombre et tout particulièrement les décideurs sur les grands enjeux du développement et susciter un retour de l'Espagne dans les grands instruments multilatéraux.



De nombreuses organisations soutiennent la réflexion et la communication sur les questions de développement. Focus 2030 se distingue en soutenant également la recherche à long terme qui offre données et rigueur au débat sur la politique de développement.

Liana Olivié, directrice de recherche



ENTRETIEN AVEC RAFA VILASANJUÁN

Directeur plaidoyer et développement international

Quelle est la mission d'ISGlobal ?

ISGlobal est née comme une initiative de recherche translationnelle - dite aussi de « transfert », concept qui traduit les efforts à produire des applications concrètes à partir de connaissances fondamentales - pour fournir des preuves scientifiques à la société dans son ensemble. Nous avons développé trois domaines de transfert de connaissances : le domaine de la communication pour diffuser des messages scientifiques à la société dans son ensemble, le domaine du plaidoyer pour changer les instruments publics qui améliorent les conditions de vie des citoyen-ne-s, et le domaine du développement international pour démontrer que la recherche scientifique fonctionne.

Nous menons de nombreuses initiatives pour renforcer l'impact de notre travail au-delà de la sphère scientifique et apporter des solutions aux principaux défis actuels de la santé mondiale. Par exemple, nous travaillons sur le renforcement des stratégies de lutte contre le paludisme et sur la réalisation de progrès dans l'élimination de la maladie ; nous

œuvrons à promouvoir des villes durables et saines basées sur des preuves scientifiques; nous contribuons à la connaissance des causes et des facteurs de risque de la résistance aux antimicrobiens et au développement de nouveaux médicaments, etc..

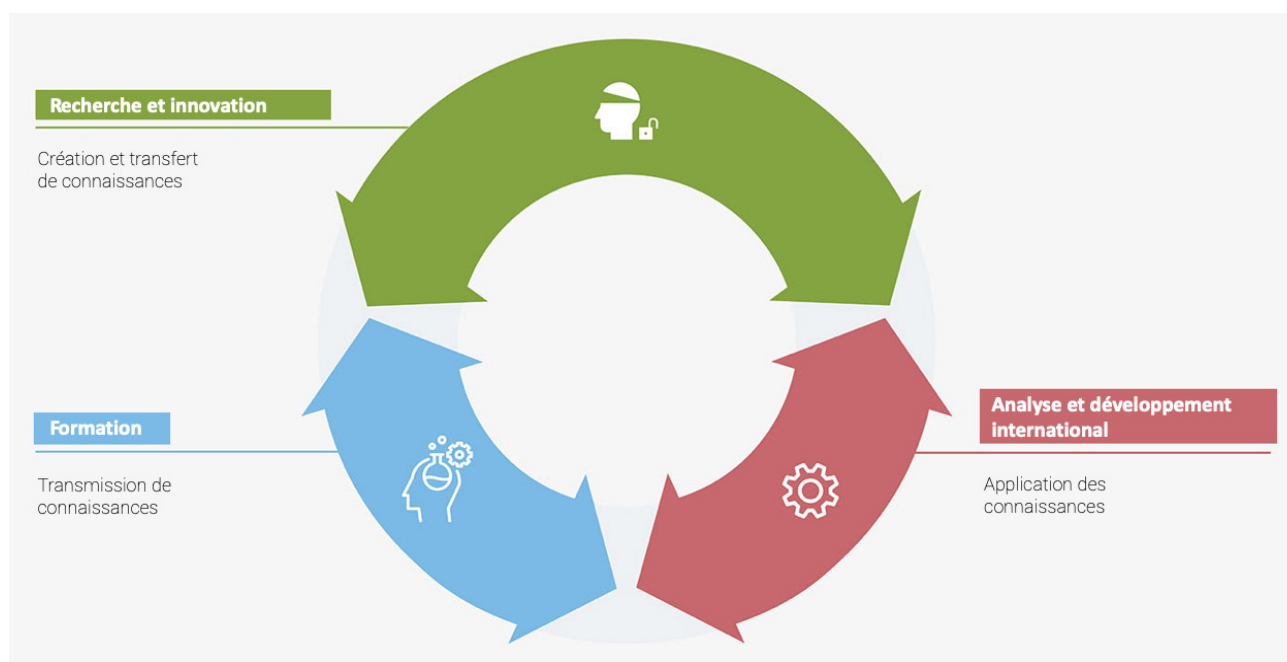
L'objectif final d'ISGlobal est d'améliorer la santé mondiale et de promouvoir l'équité en santé en corrigeant les inégalités qui menacent les différentes populations du monde, grâce à l'excellence dans la recherche et l'application des connaissances.

Pouvez-vous nous en dire plus sur le programme en partenariat avec Focus 2030 ?

Sur le projet soutenu par Focus 2030, « Pour un retour de l'Espagne parmi les grands acteurs du développement », l'objectif d'ISGlobal est que la politique espagnole de coopération internationale



La chaîne de valeur d'ISGlobal vise à créer un cercle vertueux autour des connaissances générées par la recherche



en matière de santé se transforme en véritable politique d'impact. Pour cela, ISGlobal s'efforce de souligner l'importance pour l'Espagne de contribuer aux mécanismes multilatéraux de santé mondiale (tels que le Fonds mondial, GAVI ou GFF), ce qui permettrait à la coopération espagnole de gagner en efficacité de façon significative.

Comment l'Espagne peut-elle revenir à la table des pays donateurs sur l'aide au développement et s'engager dans une nouvelle solidarité internationale après la crise qu'elle a connue ?

Suite à la crise financière, l'aide publique au développement (APD) espagnole a subi des coupes budgétaires drastiques ces dernières années, c'est même la politique publique qui a subi le plus de coupes budgétaires en Espagne (deux fois plus que la deuxième politique la plus sanctionnée par la réduction du déficit public). Aujourd'hui, on a le sentiment que l'Espagne a laissé de côté la coopération internationale, et de plus en plus de voix se font entendre pour réclamer la relance de cette politique stratégique.

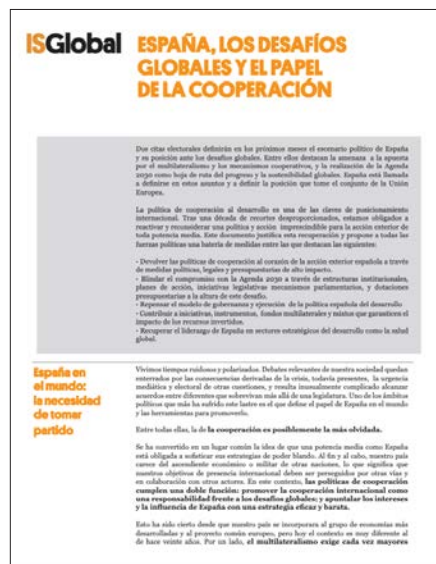
Afin de plaider en faveur de la nécessité de relancer l'APD espagnole, il est très important de renforcer l'idée du « retour sur investissement ». En d'autres termes, il s'agit d'expliquer très clairement quels seraient les avantages pour l'Espagne si le gouvernement augmentait les montants alloués à l'APD. Par ailleurs, il convient également de souligner que l'Espagne, en tant que pays industrialisé et quatrième puissance économique de la zone euro, doit assumer ses responsabilités et contribuer activement et

efficacement au développement des pays du Sud.

Je pense que le gouvernement de Pedro Sánchez, principalement animé par des motivations éthiques, croit réellement en l'importance de la politique de développement international. Selon nous, au-delà des considérations éthiques, il est important d'évaluer les bénéfices - et je ne parle pas uniquement de bénéfices économiques, mais aussi de la sécurité humaine, de la lutte mondiale contre les maladies ou de la capacité à influencer les relations internationales - qu'une bonne politique de coopération internationale peut apporter aux Espagnol·e·s. Pour cette raison, ISGlobal plaide pour la réforme de la coopération espagnole et pour la révision des mécanismes de coopération dans l'intérêt d'une plus grande efficacité, comme un élément essentiel du recouvrement du budget de l'APD.

Selon vous, quel serait une preuve concrète d'un réengagement de l'Espagne sur les enjeux de santé mondiale ?

En matière de santé mondiale, il y a deux éléments, à la fois symboliques et stratégiques, qui signifieraient le retour de l'Espagne en tant qu'acteur significatif dans l'agenda international du développement. Premièrement, il est nécessaire de recouvrer le financement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Deuxièmement, il est nécessaire d'améliorer les instruments de la coopération espagnole en les adaptant aux politiques de développement du XXI^e siècle et aux principes de l'Agenda 2030, afin de faciliter le recouvrement des contributions volontaires aux instruments multilatéraux de santé.



POUR QUE LA SOCIÉTÉ CIVILE METTE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES AU CŒUR DE SES ACTIONS DE PLAIDOYER À L'OCCASION DU G7 SOUS PRÉSIDENTE FRANÇAISE

Un projet piloté par Coordination SUD en 2018-2019, et soutenu par Focus 2030.



Coordination SUD est la plateforme nationale des ONG françaises regroupant 170 ONG de solidarité internationale. Acteur reconnu par le gouvernement pour son expertise sur les politiques de développement et les Objectifs de développement durable, Coordination SUD joue un rôle central, contribuant à positionner de manière collective le secteur. Sa mission est double :

- Militer pour des politiques de solidarité internationale, d'urgence et de développement, fondées sur les principes de solidarité, les droits humains, la justice et la démocratie, et qui s'attaquent aux causes des conflits, de la pauvreté et des inégalités, en particulier entre les femmes et les hommes.
- Fédérer, renforcer et valoriser les ONG françaises comme acteurs clés de la solidarité internationale. Elle favorise les échanges et le dialogue entre ses membres et porte la parole collective de ses membres en France, en Europe et dans le monde, pour peser, avec d'autres, sur les enjeux majeurs de la solidarité internationale.

Coordination SUD a, depuis plusieurs années, inscrit l'égalité femmes-hommes au cœur de ses priorités stratégiques tant dans ses actions auprès du secteur associatif qu'en direction des pouvoirs publics. Se saisissant de la fenêtre politique et médiatique offerte par le G7 qui se tiendra en France en 2019, Coordination SUD, soutenu par Focus 2030, a initié un programme « pour une transversalisation du genre au sein des politiques de développement et de solidarité internationale ».

Contexte et objectifs

Coordination SUD est parti du constat que pour contribuer à l'égalité femmes-hommes et à l'autonomisation des femmes et des filles, une action concertée des acteurs non gouvernementaux et gouvernementaux était nécessaire ainsi que l'adoption de politiques de développement intégrant pleinement cette dimension, et ce, de façon ambitieuse. Pour ce faire, il est apparu incontournable de mobiliser la société civile au-delà

des ONG spécialisées afin que le plus grand nombre puisse s'approprier ces enjeux dans ses dimensions techniques, scientifiques et politiques, l'idée étant de pouvoir être force de propositions dans le cadre du G7 sous présidence française qui a prévu de mettre à l'agenda la question de la lutte contre les inégalités, dont les inégalités de genre.

Ainsi le programme de Coordination SUD répond à deux objectifs :

- Renforcer les capacités des ONG françaises pour une meilleure intégration de l'égalité femmes-hommes dans leurs campagnes de communication et plaidoyer grâce à des ateliers ciblés et la diffusion d'outils de sensibilisation et de formation.
- S'assurer que les positions sur le sujet seront ambitieuses et coordonnées pour une action efficace auprès des interlocuteur·trice·s clés du gouvernement français durant le Sommet du G7 en 2019 et à l'occasion des réunions ministérielles organisées en amont.

Principales actions

Sur la première phase de ce programme, entre septembre et décembre 2018, Coordination SUD a :

- mené deux formations accueillant une trentaine de représentant·e·s des ONG françaises ;
- publié des communiqués de presse et documents de position ;
- commencé à préparer l'organisation du « C7 – Civil7 », le temps fort de la société civile française et internationale qui se tiendra en amont du G7 en juillet 2019.

En 2019, pour la deuxième phase du programme, Focus 2030 continuera à prêter main forte à Coordination SUD en partageant ses propres analyses sur le genre pour nourrir et appuyer les recommandations dans le cadre du G7, et en relayant les actions de Coordination SUD et ses membres au sein de nos réseaux, en portant une attention particulière pour le C7 financé en partie par Focus 2030.

PÔLE DÉVELOPPEMENT

Focus 2030 anime une communauté mobilisant un grand nombre d'acteurs de la solidarité internationale, de nature gouvernementale (agences bilatérales, multilatérales, ministères) et non gouvernementale (ONG, think tanks, laboratoires de recherche, mouvements sociaux), afin d'échanger sur les grands défis du développement et identifier les politiques publiques les plus à même d'y répondre.

Ce «hub du développement» entend tout particulièrement faciliter la concertation, le partage d'analyses, les perspectives et plans d'action de nos partenaires, tout en offrant un accès privilégié à des recherches et études exclusives.

DÉVELOPPEMENT



RENCONTRES MULTI-ACTEURS «ENJEUX ET STRATÉGIE POUR LE DÉVELOPPEMENT»

Partager les analyses du secteur pour des actions coordonnées

Pourquoi animer ces rencontres ?

Focus 2030 organise des rencontres offrant l'opportunité, à toutes les parties prenantes intéressées par les questions de développement, de se réunir, d'échanger, d'apprendre, et de partager analyses et plans d'actions.

Deux types de rencontres ont émergé en 2018 :

- des ateliers pour partager les enseignements des sondages de notre programme phare Aid Attitudes Tracker, pour nourrir les campagnes de nos partenaires ;
- des groupes thématiques, en vue de la présidence française du G7 en 2019, pour discuter des questions stratégiques au cœur du combat de la société civile française et internationale : la santé mondiale et les enjeux de genre.

Les réunions des partenaires du projet Aid Attitudes Tracker (AAT)

En 2018, Focus 2030 a organisé deux rencontres réunissant les acteurs du développement et les chercheurs du programme AAT, Jennifer Hudson, Paolo Morini (UCL) et David Hudson (Birmingham University). Ces rencontres chercheurs/acteurs permettent à nos sociologues d'affiner leurs axes de recherche au plus près des besoins et de la réalité des acteurs du plaidoyer, tout en offrant un cadre d'échanges privilégié à la société civile

et aux ministères et agences internationales pour s'approprier des éclairages et analyses issus des travaux du programme. Les données fournies permettent à notre communauté de bénéficier d'une connaissance fine des perceptions, opinions, comportements des Français-e.s et leur évolution sur les grands enjeux internationaux, une ressource unique en son genre pour maximiser l'impact de leur campagne de communication, mobilisation et plaidoyer.

Une première rencontre a été organisée le 7 mars, présentant notamment nos études sur le genre et l'égalité femmes-hommes, réunissant une trentaine de participants. Une deuxième rencontre a suivi le 2 octobre, avec une présentation de résultats liés notamment à la présidence française du G7 en 2019.

Les groupes de travail thématiques

Afin d'optimiser les synergies entre nos partenaires (ONG, Fondations, think tanks et acteurs publics) nous avons organisé des réunions en février, mars, octobre et novembre pour faire le point sur le **genre** et la **santé mondiale**, deux axes clés en vue de la présidence française du G7 en 2019.

Ces discussions seront reprises et animées à échéance régulière en 2019 pour continuer à préparer ensemble le G7 sous présidence française et alimenter le débat en vue d'un agenda ambitieux pour la réalisation des Objectifs de développement durable.



NOTES D'ANALYSE SUR LES ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

Des décryptages pour nourrir notre communauté



En 2017, Focus 2030 avait publié des notes d'analyse sous forme de synthèse intitulées : «Comprendre l'aide publique au développement», «Focus sur les Objectifs de développement durable», et «Santé et développement : rôle de l'aide publique au développement dans les progrès réalisés». Ces publications ont vocation à résumer les grands enjeux du développement auprès d'un public non averti.

Cet exercice s'est poursuivi en 2018, avec la production de 5 nouvelles notes.

Note d'analyse n°4 : Développement et migrations, quel rôle pour l'aide publique au développement ?

Résumé

La part du coût d'accueil des réfugiés dans l'aide publique au développement (APD) mondiale a considérablement augmenté depuis 2015. Elle s'élève aujourd'hui à 14,2 milliards de dollars. Cela représente 10% de l'aide totale des pays de l'OCDE, soit deux fois plus qu'en 2014.

Dans le cadre de sa nouvelle politique sur les migrations et plus particulièrement via les accords passés avec les pays d'origine et de transit, l'Union européenne n'hésite pas à faire de l'APD un des outils de gestion des flux migratoires, ce qui est unanimement dénoncé par les ONG.

D'autant que les migrations internationales représentent un facteur de développement bénéfique tant pour les pays d'origine que pour les territoires de transit et d'accueil. L'APD peut accompagner le « potentiel solidaire » des migrations notamment à travers un appui renforcé aux initiatives de co-développement portés par les organisations issues de la migration (OSIM).

À partir d'un bref rappel de la «question migratoire» dans le cadre de l'agenda politique

européen, la présente note s'interroge sur le rôle de l'APD et les différentes manières dont elle est ou peut être utilisée pour apporter une partie des réponses aux enjeux de migrations et développement.

Note d'analyse n°5 : Genre, droits sexuels et santé reproductive, quelle place dans l'aide publique au développement ?

Résumé

Au contraire des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), l'agenda post-2015 des Objectifs de développement durable (ODD) fait de la promotion de l'égalité femmes-hommes un thème central du développement durable. L'ODD 5 lui est totalement consacré et plusieurs autres objectifs l'intègrent également dans le cadre de leurs cibles.

En dépit d'une croissance forte des volumes d'aide intégrant cette problématique (multipliés par 5 depuis 2000 jusqu'à 41 milliards de dollars en 2016), les financements dédiés exclusivement à la promotion de l'égalité entre les sexes restent très faibles. Ils représentent seulement 4% de l'APD bilatérale totale.

Par ailleurs, on constate un écart important entre le discours fort de la France pour promouvoir l'égalité femmes-hommes sur la scène internationale et la faiblesse des efforts financiers qu'elle y consent dans le cadre de son aide au développement (28% seulement de l'aide bilatérale française intègrent l'égalité femmes-hommes comme objectif significatif ou principal).

Après avoir rappelé à quel point l'émancipation des femmes est un enjeu central du développement durable, la présente note propose d'examiner la manière dont cet enjeu est pris en compte au sein des politiques d'aide au développement, avec une attention particulière portée à la problématique des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR).

Note d'analyse n°6 : Les mécanismes de financement innovant du développement.

Résumé

Avec une définition large de ce que sont les mécanismes de financements innovants (MFI), près de 80 milliards d'euros ont été récoltés pour le développement entre 2000 et 2013. Moins de 10% de ces financements ont permis une augmentation de l'aide publique au développement (APD). La taxe sur les billets d'avion a permis de générer plus de 2 milliards d'euros entre 2007 et 2017 en France et la taxe sur les transactions financières 1,6 milliard d'euros entre 2013 et 2017.

Après un bref rappel historique, cette note propose une définition des financements innovants et donne quatre grandes catégories d'instruments ainsi que des exemples de mécanismes déjà mis en place, avant de faire un focus sur le cas de la France. La note conclue sur la nécessité que ces fonds soient additionnels à l'aide publique au développement (APD) existante.

Note d'analyse n°7 : 7 idées reçues sur l'aide publique au développement.

Résumé

Face à l'ampleur des défis de la lutte contre la pauvreté au niveau mondial, il n'y a sans doute jamais eu autant besoin de mécanismes de solidarité internationale ambitieux et pérennes. Si l'aide publique au développement (APD) ne peut certes pas répondre à elle seule à tous ces enjeux, il importe d'éviter l'écueil d'un débat binaire listant le pour et le contre de l'APD. Il semble plus opportun de se concentrer sur les conditions identifiées qui permettent à l'aide d'être efficace : ciblage, coordination, prévisibilité, variété des instruments, cohérence avec d'autres politiques, etc. Il importe également de penser l'APD en complémentarité avec d'autres flux.

Cette note propose de décrypter 7 idées reçues sur l'APD :

- Idée reçue n°1 : les niveaux d'aide publique au développement sont trop élevés
- Idée reçue n°2 : l'aide publique au développement

est inefficace..

- Idée reçue n°3 : l'aide publique au développement profite avant tout à des régimes corrompus.
- Idée reçue n°4 : l'aide publique au développement sert les intérêts diplomatiques et économiques des principaux pays donateurs.
- Idée reçue n°5 : l'investissement économique et le renforcement des systèmes de taxation sont plus efficaces que l'aide publique au développement.
- Idée reçue n°6 : l'aide publique au développement, une source de financement mineure comparée à d'autres flux.
- Idée reçue n°7 : l'extrême pauvreté a suffisamment reculé dans le monde.

Note d'analyse n°8 : Investir dans l'aide publique au développement pour réduire les dépenses à venir, l'exemple de l'aide en santé.

Résumé

Le financement de la santé mondiale constitue un des meilleurs investissements possibles. Selon les experts de la commission « Investing in health » de la revue *The Lancet*, chaque dollar investi est de nature à engendrer un bénéfice économique 9 à 20 fois supérieurs dans les pays pauvres et pays à revenu intermédiaire.

Cette note s'intéresse à la question du coût-bénéfice de l'aide publique au développement. Elle présente un ensemble de données et réflexions permettant d'appréhender l'aide au développement sous un autre angle que celui d'une dépense motivée par le seul impératif de solidarité. Au-delà des valeurs humaines et solidaires qui l'anime, l'aide peut en effet être pensée comme un investissement tourné vers l'avenir et répondant à une exigence de rationalité économique.

Les exemples et éléments d'analyse proposés dans le cadre de cette note s'inscrivent dans le champ de la santé mondiale et illustrent dans quelle mesure l'aide globale en santé peut contribuer à la réduction des dépenses futures.

AGENDA DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

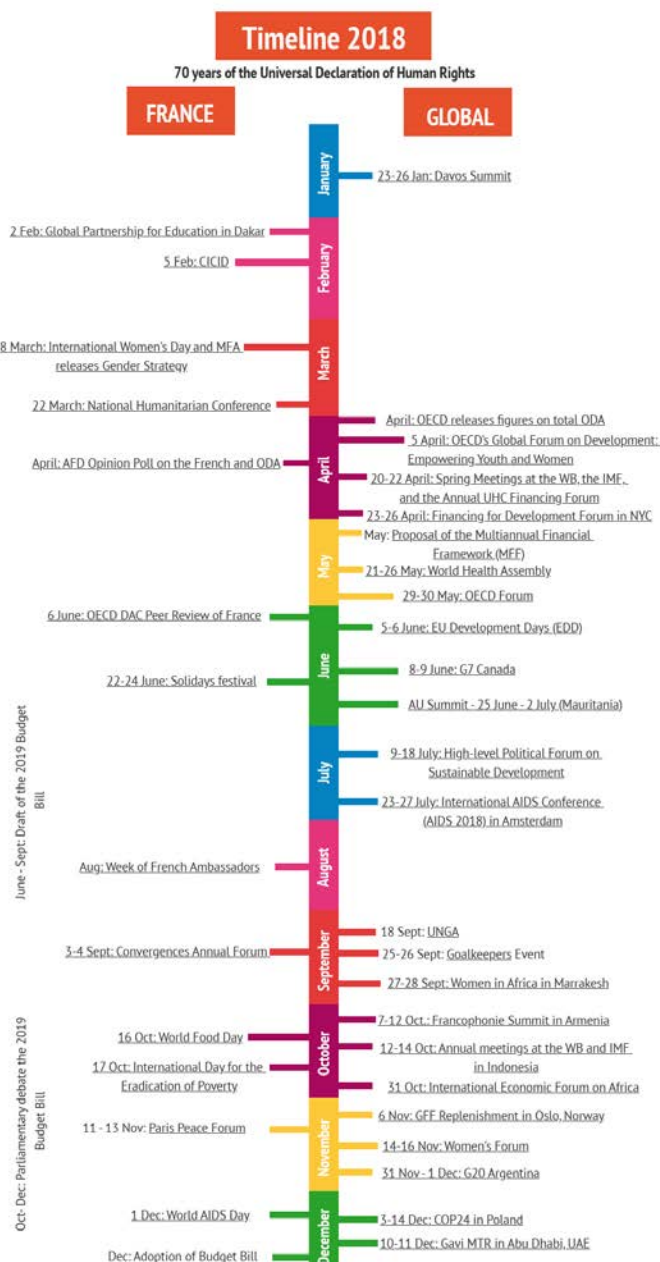
les grands temps forts de l'année pour des actions coordonnées

En 2018, Focus 2030 propose un nouvel outil pour ses partenaires : l'agenda de la solidarité internationale, calendrier commun des événements majeurs aux niveaux national et international.

Cet agenda s'est révélé être un outil particulièrement utile pour nos partenaires leur permettant de mieux

visualiser et saisir les fenêtres d'opportunité pour leurs actions de communication, mobilisation et plaidoyer et faciliter les synergies.

L'agenda de la solidarité internationale est produit en français, anglais et espagnol.



L'ASSOCIATION

En 2018, l'équipe de Focus 2030 s'agrandit avec l'arrivée d'une chargée de communication et mécénat, et d'un coordinateur pour le nouveau programme en Espagne mené par l'association.

Focus 2030 accueille 6 nouveaux partenaires pour participer à son «hub du développement»

Le budget annuel de l'association s'élève à 1 241 000€.

L'ÉQUIPE FOCUS 2030

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Fanny Forgeau
Présidente
et co-fondatrice

Sociologue et spécialiste des questions de genre, dirigeante de start-ups, spécialisée en big data et analyse des réseaux sociaux.



Tancrède Voituriez
Secrétaire

Chercheur associé à l'IDDRI (Institut du Développement Durable et des Relations Internationales) depuis 2007, en charge des problématiques liées au financement international du développement.



Zaid Maalouf
Trésorier

Co-créateur de Transmission (école libre de narration audio et de la cassette), précédemment journaliste et animateur de l'émission l'Atelier des médias sur RFI (Radio France International).

LES MEMBRES DE L'ÉQUIPE FOCUS 2030



Fabrice Ferrier
Directeur et
co-fondateur



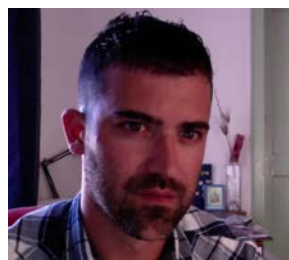
Kate Hart
Directrice des
opérations



Carolina Brandao
Chargée de
communication et
mécénat



Arnaud Gaillard
Sociologue, chercheur
associé auprès de
Focus 2030



Ernest Aibar
Chargé du
programme Espagne
(consultant)

NOUVEAUX BUREAUX

Nous avons déménagé et serons heureux de vous accueillir dans nos nouveaux locaux 33 rue du Mail, à l'espace Partech Shaker, dans le deuxième arrondissement à Paris.



LA COMMUNAUTÉ FOCUS 2030

LA COMMUNAUTÉ FOCUS 2030



LES ORGANISATIONS SOUTENUES FINANCIÈREMENT PAR FOCUS 2030



NOS PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS



BUDGET 2018

Le budget 2018 s'élève à environ 880 000€

RESSOURCES

Au moment de sa création en 2017, Focus 2030 a sécurisé des financements pour ses trois premières années de fonctionnement.

Ainsi, en 2018, nous sommes heureux de continuer nos partenariats financiers et techniques avec les deux bailleurs qui nous accompagnent depuis le lancement de notre association : la Fondation Bill et Melinda Gates et le New Venture Fund.

Nous continuons également à bénéficier du soutien de University College London et de Birmingham University pour nos travaux de recherche sur les opinions et perceptions des enjeux de solidarité internationale.

Dès 2019, l'association lancera sa stratégie de fundraising pour diversifier ses sources de financement et assurer sa pérennité. Cette année est notamment marquée par le recrutement de notre chargée de communication et de mécénat, Carolina Brandao.

innovantes dans le domaine de la solidarité internationale (Subventions allouées).

Cette année, nous avons également développé les deux autres pôles au coeur de notre mission :

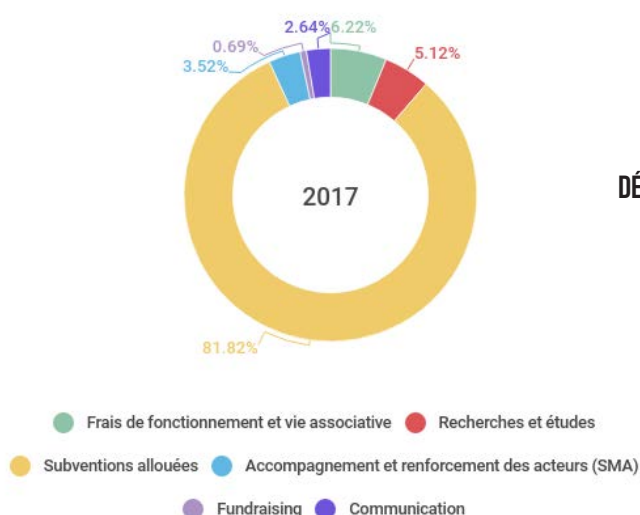
- Le pôle DATA (Recherches et études) avec notamment la multiplication par trois des ressources allouées au programme de recherche Aid Attitudes Tracker.
- Le pôle DÉVELOPPEMENT avec notamment la multiplication par quatre des ressources allouées à l'accompagnement technique offert à nos partenaires : rencontres, ateliers, conférences, conseil stratégique, etc. (Accompagnement et renforcement des acteurs).

Enfin, nous avons renforcé l'équipe pour être à même de répondre au mieux aux nombreuses sollicitations de nos partenaires, mais aussi pour compléter nos expertises en interne et notamment investir dans le développement de nos outils de communication et la stratégie fundraising. Cela explique une légère augmentation de nos frais de fonctionnement, fundraising et communication en 2018. Le budget fundraising aura cependant vocation à rester modéré puisque Focus 2030 a fait le choix de ne pas solliciter la générosité du grand public mais de concentrer sa recherche de fonds auprès de fondations privées et des institutions publiques.

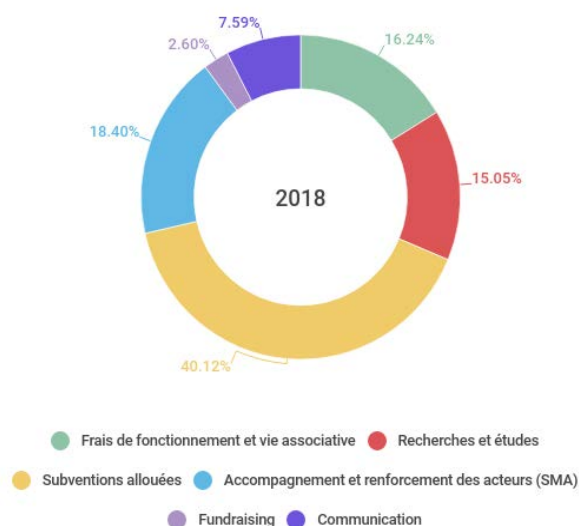
DÉPENSES

En 2018, Focus 2030 a continué à allouer la plus grande partie de ses dépenses à son coeur de métier :

- le pôle INNOVATION, notamment avec le financement de campagnes et recherches



DÉPENSES



PERSPECTIVES POUR 2019

RÉUSSIR COLLECTIVEMENT

Les défis à venir pour 2019

2019 sera l'occasion de relever de nouveaux défis pour notre jeune association.

Le pôle DATA poursuivra ses travaux d'analyse pour tirer les leçons des sondages sur les opinions et comportements des Français-e-s sur les enjeux de solidarité internationale. Le programme Aid Attitudes Tracker devrait évoluer et rentrer dans une nouvelle phase mettant l'accent sur une meilleure co-construction des questions avec nos partenaires en vue d'une meilleure appropriation de nos outils. De nouvelles méthodes d'enquête devraient être mise en oeuvre grâce au renouvellement de notre partenariat avec les universités de UCL et Birmingham autour d'un nouveau projet de recherche sur cinq ans, visant à élargir le champs de nos interrogations au-delà des enjeux d'aide au développement et couvrir l'ensemble des Objectifs de développement durable (inégalités, environnement, justice fiscale...). Nous envisageons par ailleurs de vulgariser nos résultats auprès d'un plus grand nombre d'acteurs: ministères compétents sur les ODD à l'échelle domestique, journalistes, mouvements sociaux, acteurs, sans qui il sera difficile sinon impossible de mettre les ODD à l'agenda.

Nous poursuivrons également nos travaux sur les données de l'aide publique au développement, notamment pour fournir des outils à nos partenaires impliqués dans le plaidoyer ou la mobilisation autour du G7 2019 et soutenir leurs campagnes et interactions avec les décideurs politiques. Une attention particulière sera portée aux enjeux de genre et aux enjeux du multilatéralisme sur la santé mondiale, deux sujets clés de la présidence française du G7 2019.

Le pôle INNOVATION devrait voir son Fonds de Réaction Rapide prendre de l'ampleur en allouant de nouvelles subventions aux campagnes les plus innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement de l'aide publique au développement. Notre programme phare en Espagne sera poursuivi pour sa deuxième année avec pour ambition d'obtenir des résultats concrets et le retour de l'Espagne parmi les grands bailleurs internationaux.

Le pôle DEVELOPPEMENT poursuivra sa mission de hub de connaissances en publiant de nouvelles notes d'analyse dont une qui portera sur l'historique et le bilan des G7 passés afin de mieux saisir les opportunités qu'offre cette rencontre annuelle au format si particulier, ce, dans un contexte pour le moins polarisé. Nous entendons également animer des rencontres-ateliers pour les acteurs de la communauté du développement sur les enseignements des travaux du programme Aid Attitudes Tracker, ainsi que des groupes thématiques sur le G7 (santé multilatérale, genre) afin de préparer au mieux le sommet des chef-fe-s d'États qui se tiendra fin août 2019 à Biarritz.

Focus 2030

Focus 2030, association loi 1901, accompagne les acteurs de la solidarité internationale dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies d'ici 2030.

Notre objectif vise à mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces.

Focus 2030 concentre ses actions autour de 3 pôles d'activités :

- un pôle DATA qui produit et analyse des données qualitatives et quantitatives via la réalisation de sondages d'opinion sur la solidarité internationale et la publication de faits et chiffres sur les enjeux de développement
- un pôle INNOVATION qui accompagne et finance des campagnes et recherches innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement du développement
- un pôle DÉVELOPPEMENT qui réunit de manière régulière la communauté des acteurs du développement (ONG, think tanks, organisations internationales, institutions publiques) afin d'échanger et co-construire des actions communes

Focus 2030 intervient principalement en France et en Espagne.

Directeur de la publication :

Fabrice Ferrier

Rédacteurs :

Fabrice Ferrier

Kate Hart

Anne-Cécile Ragot

Arnaud Gaillard

Ernest Aibar

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2018

FOCUS 2030
